

Bruxelles, le 7.3.2025  
C(2025) 1588 final

**DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION**

**du 7.3.2025**

**modifiant la décision d'exécution de la Commission C(2022) 9485 du 12.12.2022 relative  
au financement du plan d'action annuel en faveur de la République de Madagascar  
pour 2022**

# DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 7.3.2025

**modifiant la décision d'exécution de la Commission C(2022) 9485 du 12.12.2022 relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République de Madagascar pour 2022**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

Vu le règlement (UE, Euratom) 2024/2509 du Parlement européen et du Conseil du 23 septembre 2024<sup>1</sup>, et notamment son article 110,

Vu le règlement (UE) 2021/947 du Parlement européen et du Conseil du 9 juin 2021 établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale — Europe dans le monde, modifiant et abrogeant la décision n° 466/2014/UE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (UE) 2017/1601 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE, Euratom) n° 480/2009 du Conseil<sup>2</sup>, et notamment son article 23, paragraphes 1 et 2,

Considérant ce qui suit :

- (1) Par sa décision C(2022) 9485, la Commission a adopté un plan d'action annuel en faveur de la République de Madagascar pour 2022.
- (2) La présente modification constitue une modification substantielle des modalités de mise en œuvre prévues pour la composante « gestion des finances publiques ». La mise en œuvre de cette composante est adaptée du mode de gestion directe (marchés de services pour l'assistance technique, appel à propositions pour les subventions et jumelage) vers un mode de gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution. Le budget est également réaffecté à la suite de cette modification des modalités de mise en œuvre. Ces changements permettent d'aligner le Plan d'Action Annuel avec les réalités du terrain ainsi que de garantir l'atteinte des objectifs de l'action dans les délais impartis.
- (3) Il y a donc lieu de modifier la décision C(2022) 9485 en conséquence.
- (4) Les modifications prévues par la présente décision ne relèvent pas des catégories de modifications pour lesquelles l'avis préalable du comité est requis. Il convient d'informer le comité institué par l'article 45 du règlement (UE) 2021/947 de la présente décision modificative dans un délai d'un mois à compter de son adoption.

DÉCIDE :

## *Article unique*

La décision C(2022) 9485 est modifiée comme suit :

---

<sup>1</sup> JO L 239, 26.9.2024, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2024/2509/oj>

<sup>2</sup> JO L 209 du 14.6.2021, p. 1.

- (1) L'article 3 « Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution » est remplacé par le texte suivant :

« L'exécution des actions menées en gestion indirecte, dans les annexes 1, 2, 3 et 4, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées, ou sélectionnées conformément aux critères fixés, au point 4.4.3 de l'Action de l'annexe 1, au point 4.4.1 de l'annexe 2, au points 4.4.4 et 4.4.5 de l'annexe 3 et au points 4.4.4, 4.4.5, 4.4.6 et 4.4.7 de l'annexe 4. »

- (2) L'annexe 4 de la décision C(2022) 9485 est remplacée par l'annexe de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 7.3.2025

*Koen Doens*  
*Directeur général*  
*Direction générale des partenariats*  
*internationaux*